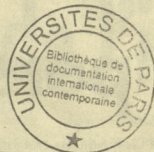


le monde libertaire



10 FF
1,52 €

Précaires, chômeurs, salariés Ne laissons pas les patrons dicter leur loi

LE NOUVEAU RAPPORT DE force qui est en train de s'esquisser sur l'initiative du MEDEF est une offensive sans précédent. Le MEDEF a proposé une « refondation sociale » qui a tout d'une dégradation sociale programmée. Il invite donc les syndicats les jours qu'il veut, à l'heure qu'il veut, à domicile, pour évoquer ses propositions avec l'épée de Damoclès de son départ de toutes les institutions paritaires à la fin de l'année

code du travail pour accroître la précarité et la flexibilité du travail. L'autorisation de licenciement a disparu. Des contrats de sous-emploi se sont développés comme les contrats de qualification ou les contrats de retour à l'emploi. En fait, sous prétexte de lutte contre l'exclusion, les gouvernements de droite comme de gauche ont multiplié les atteintes aux garanties salariales notamment avec tous les dispositifs qui font que le sous-emploi et le temps partiel

de des travailleurs. Il organise sûrement en même temps leur exploitation mais y fixe des limites qui ont souvent été acquises de haute lutte. Du coup, cela permettrait de s'émanciper de toute la protection du code du travail qui ne concerne que les CDI. Le contrat de chantier, c'est celui qui existe par dérogation dans le bâtiment, à savoir que les personnes sont embauchées pour une mission ou un projet sans considération des heures de travail, ni d'une durée assurée. Le travail dure le temps que l'objectif soit assuré. C'est ni plus, ni moins le travail à la tâche. La généralisation de ces contrats pour tous les travailleurs amènerait une flexibilité et une précarité absolue. En fait, ce sont les prémices d'une suppression progressive du salariat pour aller vers des contrats de collaboration qui s'apparentent à un contrat commercial. L'antagonisme de la relation est nié et le droit du travail est foutu au panier. Il y a bien disparition du salariat mais par le bas, alors que les travailleurs ne peuvent que souhaiter une disparition du salariat par le haut, c'est-à-dire dans l'autogestion.

tion du travail forcé. Le patronat ne supporte plus l'indemnisation « passive » qui lui revient cher d'après lui. Alors il propose que les chômeurs soient mis en formation ou en sous-emploi avec une suppression des aides si jamais il y a un refus. C'est pour cela que les discussions sur la convention UNEDIC sont centrales car si ça passe à ce niveau, il y a un risque que l'ensemble du projet passe. La riposte se prépare, notamment avec la manifestation organisée le samedi 20 mai à Paris par les organisations de chômeurs, essentiellement en dehors des syndicats dont aucune fédération (si ce n'est la FSU) n'appelle à cette manifestation nationale.

En effet, face à cette offensive, les syndicats semblent dociles et calculateurs. Aucun syndicat, ni porte-parole n'a refusé la discussion. Les plus réformistes, comme la CFDT ou la CFTC, allant jusqu'à se dire intéressés. Leur

crainte que le paritarisme, et donc leur principale source de financement, soit mis en cause, suffit à obtenir leur participation à ce Waterloo social.

Il faut donc lutter à l'intérieur des syndicats et en dehors pour que les syndicats ne participent pas à ce massacre. Ou alors, cela voudrait dire que les directions syndicales ne tiennent qu'à leur propre pérennité. En tout cas, elles feraient bien de se méfier car l'ambiance actuelle est à la contestation que ce soit dans la fonction publique ou sur les 35 heures.

De même, les syndicats radicaux ne cessent d'affirmer leur succès comme on a pu le voir le 1^{er} Mai à Paris. La base finit toujours par imposer ses vues, comme on a pu le voir aussi dans le conflit des postiers. Et les anarchistes mettront tout leur poids pour amplifier cette radicalité nouvelle et à venir.

Most



si les syndicats refusent cette discussion qui n'en est pas une. On a là un patronat arrogant qui profite d'un rapport de force que lui donne le chômage, la précarité et la concurrence syndicale... tout cela avec la bénédiction du gouvernement qui ne dit rien et ainsi consent.

Les garanties salariales battues en brèche

Depuis deux décennies, plusieurs attaques ont été formulées contre les protections sociales et juridiques incluses dans le salariat. Ainsi des espaces de plus en plus grands ont été aménagés dans le

imposé se sont énormément développés (contrat emploi solidarité, contrat emploi consolidé et autres). Surtout, des offensives pratiques ont eu lieu. Quand la précarité se développe dans les faits, les protections juridiques existantes deviennent inopérantes car le droit ne tient compte que des rapports de force.

Il s'agit cette fois de s'attaquer au cœur même du dispositif, à savoir le contrat de travail, le code du travail et la protection sociale. En ce sens, le MEDEF met le paquet pour ce qui pourrait s'avérer être un des tournants dans les relations sociales et dans la condition salariale.

Concernant le code du travail, deux mesures sont proposées: le contrat à durée déterminée ou contrat de chantier et le contrat à durée déterminée de cinq ans. À travers ces deux initiatives, c'est le contrat de travail à durée indéterminée qui est mis en cause alors qu'il est le pivot qui organise la protection juri-

L'entreprise fait sa loi

Quant au contrat à durée déterminée de cinq ans sans motif nécessaire (remplacement, maladie...), le patronat demande l'application du statut des emplois-jeunes de la fonction publique dans les entreprises. L'État de gauche innove et le patronat en redemande!

Mais le patronat va encore plus loin puisqu'il propose aussi de faire de l'accord d'entreprise la seule référence légale pour le travail en y soumettant la loi. Son projet de « constitution sociale », c'est de faire en sorte que les patrons fassent la loi dans tous les sens du terme. Il veut que les accords conclus dans l'entreprise soient plus forts que la loi, l'inverse de la situation actuelle. C'est la déréglément généralisée du salariat. C'est se retrouver, pour les travailleurs, dans la situation du début du mouvement ouvrier au milieu du XIX^e siècle. Certes, on peut recommencer et surtout essayer de faire mieux mais la situation actuelle n'emporte pas des espoirs démesurés.

Concernant la protection sociale, le patronat propose de liquider l'indemnisation des chômeurs avec le dispositif des CARE et de mettre en pièce les assurances maladie et les retraites. Les CARE, ce sont des contrats de retour à l'emploi de façon à contraindre les chômeurs d'accepter des sous-emplois et de soumettre l'indemnisation à l'accepta-

EDITORIAL

Du jamais vu: Calais en finale de la coupe de France de football. Le parcours de cette « équipe des damnés de la terre » face aux exploités marquerait la revanche des pauvres, ravés d'avoir écrasés les riches. Certains y voit même « le triomphe du monde du travail sur le monde du profit », voire « la plus agréable mise en échec du système dominant ». On aimerait tant. Dans ce climat passionnel et cette vision consensuelle, tenir un autre discours sur le sport et les dangers de l'idéologie qu'il véhicule revient à se faire taxer d'aigri.

Certes, on ne saurait réduire le foot à un instrument d'une manipulation de uns par les autres. On ne peut nier en effet que le foot peut-être parfois l'occasion d'une prise de conscience de classe et qu'il peut catalyser des revendications contestataires. En 1984, les sidérurgistes lorrains manifestaient leur colère à l'occasion de la victoire de Metz en finale de la coupe tandis que sous la dictature argentine, la foule scandait pendant les matchs: « Elle va tomber, elle va tomber la dictature militaire ».

Mais, ce n'est pas un hasard non plus si ce sont les habitants des villes sinistrées qui soutiennent avec le plus de ferveur leur club de foot. La victoire donne l'illusion aux supporters d'avoir agi (« On a gagné ») alors qu'ils se sont simplement identifiés à leur équipe. Les valeurs que transmet le sport sont celles de l'idéologie dominante: culte de la discipline et du chef, valorisation de la souffrance, division des tâches, conception hiérarchique de la société, sexisme, machisme, etc. Réactionnaire et totalitaire, l'idéologie sportive contribue à désamorcer les tensions sociales en offrant une solution de rechange à la lutte des classes.

Par ailleurs, face aux accusations portées contre le foot professionnel, synonyme de dopage, corruption, violences, ou affairisme, il faudrait défendre l'idéal amateurisme qui serait, généreux, élégant et désintéressé prônant une éthique du jeu en opposition à celle des pros jouant pour gagner. Malheureusement, cette vision idyllique du sport amateur ne résiste pas à la réalité: culte de la performance toujours présent, dopage dès le plus jeune âge et violences à répétition, comme l'an dernier en Seine-Saint-Denis, allant jusqu'à la mort.

Finalement, avec ses rites (les matchs), son église (le club), ses cathédrales (les stades), ses prêtres (les journalistes sportifs) et ses dieux (les Pelé ou Ronaldo), le foot n'offre aucune libération pour les hommes et les femmes.

ISSN 0026-9433 - N° 1205



FOP 2520

colloque F.A. du 30 avril Des perspectives pour l'anarchisme

SANS PRÉSENTER UN PANORAMA EXHAUSTIF DE l'investissement des militants de la Fédération anarchiste, le colloque qui s'est tenu à l'AGECA le 30 avril 2000 à Paris n'en a pas moins livré un raccourci significatif. Au menu de la journée, les trois sujets abordés : le jubilé de l'église catholique, la précarité et les services publics recourent les préoccupations anarchistes. Militants, intervenants et sympathisants ont tenu à réfléchir et échanger leurs pratiques sur ces thèmes. Il est ressorti des discussions la nécessité d'une approche sociétale et libertaire globale.

Le retour en force de l'autorité et de la soumission

À l'évidence, le reflux des « grands mythes collectifs (associations, syndicats...) » dont les journaux bien-pensants nous ont abreuvés depuis une vingtaine d'années, laissent place nette au repli sur un système de valeurs individuelles. La contrepartie du discours sur les « gagnés » des années 80 fut l'intériorisation de la misère, vécue comme un échec personnel face à une société d'abondance, les gouvernements successifs consacrant

la fin du chômage zéro et l'installation de la misère endémique. La précarité, comme son nom ne l'indique pas, est conçue pour durer. Rmistes, intérimaires, chômeurs, emplois-jeunes, CEC, CES, sans papiers constituent l'essentiel d'un dispositif qui vise à pérenniser la misère dans une économie où les profits explosent. C'est le moment où l'église catholique, mais plus encore les vendeurs de spiritualité, sont appelés à la rescousse pour entériner le statu-quo social. Ce triumvirat (État, patrons, curés) de plus en plus arrogant recompose les relations sociales qu'il entend nous imposer : atomisation de l'individu, essor du contrôle social, criminalisation croissante du mouvement social, acceptation des conditions de vie présentes, le tout saupoudré d'une dose de charité chrétienne.

L'apprentissage de la liberté

La chute du mur de Berlin a marqué la fin d'une bipolarisation politique autour des schémas marxiste et capitaliste. Les tenants du système règnent en maître sur les rouages de la société. Ils ont réussi à transformer leurs anciens adversaires en partenaires sociaux (c'est-à-dire ceux qui jouent le même

jeu). L'ATTAC, forte de ses dizaines de milliers d'adhérents, en est réduite à discuter du tarif auquel le capitalisme est humainement acceptable. Quelle dérision ! Il existe cependant un pôle de radicalité fortement imprégné par la culture et les pratiques libertaires qui doit œuvrer au quotidien pour prendre et faire vivre la parole confisquée.

Des membres de collectifs de chômeurs et précaires ont tenu à présenter leurs luttes au quotidien. L'ensemble du mouvement social embryonnaire doit faire face aux pièges de la délégation de pouvoir, de la médiation de la lutte par des structures représentatives, sortir de l'ornière localiste et parcellaire. Il a de plus à inventer des moyens de luttes permettant la prise de décision collective et le contrôle de ses représentants.

De plus, pour les anarchistes, la lutte sociale est un moment privilégiée où l'individu se construit : refus de la soumission, acquisition d'une dignité bafouée, lutte pour l'égalité sociale dans la liberté. Espérons que cette journée où nous avons échangé points de vue et expériences aura contribué à enrichir nos expériences et fortifier nos actions futures.

Bruno. - groupe de la Villette

Démarche compétences

Nouvelle attaque contre la Formation professionnelle

DANS DE NOMBREUSES entreprises comme dans les services publics, les patrons se montrent de plus en plus réticents à parler de « formation » en préférant employer le terme de « compétence ». Cette nuance sémantique, comme nous allons le voir, n'est pas neutre ! Substituer la logique compétence à la logique qualification, c'est rentrer en plein dans une individualisation des carrières, des emplois et, du même coup, des salaires !

C'est organiser des opérations de formation « à la carte » ou plutôt, à la petite semaine, en fonction des besoins précis du moment, de tels ou tels objectifs de l'entreprise ou de l'établissement public. Bref, toute

la formation sera fragmentée en autant de modules conçus par type de postes, par région, etc. Mais c'est du même coup réduire à une peau de chagrin le droit à la formation professionnelle continue, correspondant à l'exercice des métiers, tels que définis par les conventions collectives. D'ailleurs, la notion de « compétences » va totalement à l'encontre de la notion de « métier ».

Une offensive du patronat sur les organisations du travail

C'est que la démarche compétence s'inscrit dans une vaste offensive visant à restructurer toutes les orga-

nisations du travail, toujours au profit des mêmes bien entendu !

Elle s'inscrit dans une démarche réfléchie de longue date par les patrons. En janvier 1997, le CNPF avait déjà pris l'habitude d'organiser un grand rassemblement sur « l'objectif compétences ». Si le processus fut quelque peu arrêté par la démission de Jean Gandois, il reprit de plus belle sous la férule d'Ernest-Antoine Seillière qui prône la « gestion des salariés par les compétences ».

La notion de compétence, habillée de flou et d'ambiguïté, se définirait comme un savoir-faire technique et relationnel, opérationnel (applicable dans l'entreprise au poste donné) et valide (par l'entreprise). On voit déjà en quoi la compétence va concrètement se différencier de la notion de qualification : la compétence ne s'observe que dans la mise en œuvre de savoirs en situation de travail.

Elle est ainsi fortement conditionnée par son contexte, tandis que la qualification, elle, s'en détache puisqu'elle fait présumer d'une « capacité à » et ce, quel que soit l'environnement. Et c'est justement parce que la qualification indique une capacité indifférente au « contexte » qu'elle acquiert une valeur juridique.

À l'inverse, le schéma d'organisation du travail reposant sur la compétence introduit une dose plus qu'importante d'arbitraire et de subjectivité, en même temps qu'il signifie une emprise accrue sur l'individu (le contrôle, l'évaluation de ce que chacun fait précisément au tra-

vail étant un préalable fondamental à toute démarche compétence).

La compression des salaires comme seul mobile

La compétence appartient en quelque sorte à l'entreprise qui l'évalue et la valide alors que la qualification est une norme imposée, de l'extérieur, à l'employeur, obligé, peu ou prou, de respecter le lien entre qualification, classification des emplois et rémunération ! La qualification relève d'une logique collective : un système de validation commun à des millions de salariés, alors que la compétence lui substituerait une logique individuelle et fortement aléatoire. Ainsi le plus grand défaut du la « qualification », aux yeux des patrons, est qu'elle exige d'être payée et qu'elle s'inscrit d'emblée

dans une exigence de respect d'une convention, d'un statut, bref de garanties collectives. On voit donc tout l'intérêt pour le patronat d'une telle refonte conceptuelle : adapter une gestion des ressources humaines au plus juste des stricts besoins de l'entreprise et des politiques de profit à court terme, faire disparaître les garanties obtenues par des années d'actions revendicatives. Les patrons et l'État-patron veulent partout du sur-mesure, pour les salaires ou la formation, dont le coût va bientôt être entièrement supporté par les salariés !

Dans cette affaire, les salariés ont donc tout à perdre. Raison de plus pour ne pas rester isolés, et pour développer partout l'action syndicale !

extrait de la Lettre des militant-e-s syndicalistes libertaires. Mai 2000

abonnez-vous!

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays À partir du n°

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Servipresse (02 32 45 68 00).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Retrouvez

la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://federation-anarchiste.org/>

Souscription Monde libertaire

Avril 2000 : Groupe de Rouen : 320 F ; Martin : 150 F ; Julie F : 100 F ; Boireau G, Lewandowski A, Boulain J, Pinard J-P, Dupin S, Leveille H, Gala Ray, Denis C, Sappia M, Randon M, Thriot F, Sadoul S, Terme JP, Verniere D, Lighetto E, Caville C, Monet, B, Gregory G, Thebault Y, Gala R, Guillonnet, Latru : 50 F.
Total = 1670 F.

Soutien par prélèvement automatique :

Giraud-Chevignier : 300 F ; Les amis de Pierre-Besnard : 150 F ; Thierry Benoit, Hernandez, Alepuz, Zuate y Zubert D, Aumenier, Cabanettes, Perret, Peyraud, Etchegoren, Bedos, Claude, Carrière, Garcia Abadillo, Abassoff, Zuate y Zuber M, Guemene, Pivert, Veloson, Deconinck, Eytard : 100 F ; Saintier : 75 F ; Maier, Hedou, Legois, Martin, Duguay : 50 F ; Cordelet : 30 F ; Pivert : 25 F ; Millot : 20 F ; Cornic : 10 F.
Total = 2860 F.

Du bon usage gouvernemental de l'islam

LA LUTTE ACTUELLE QUE LES anarchistes mènent (trop souvent seuls hélas) contre le jubilé et le catholicisme ne doit pas nous faire oublier que ce sont toutes les religions que nous combattons. Et on peut le dire, avec juste raison ! Parmi toutes les variantes de l'obscurantisme, bien que minoritaire en France mais majoritaire dans la population immigrée, l'Islam n'en est pas la moins dangereuse. L'actualité du premier mai justifie encore une fois notre analyse et notre combat. Passée inaperçue pour cause de manifs traditionnelles et de muguet, s'est pourtant tenue, au Bourget, là aussi c'est une tradition, la 17^e rencontre de l'Union des Organisations Islamiques de France (U.O.I.F.). Cette union serait la représentante en France de la tendance fondamentaliste de l'Islam, que certains annoncent proche de la fraction modérée (sic) des frères Musulmans. Tout un programme, on le devine, de joie de vivre et de tolérance ! En fait, c'est plutôt une affirmation d'un Islam pur et dur, cette rencontre étant une manifestation identitaire avec moult jeunes gens barbus et jeunes femmes voilées...

Barbus et État font bon ménage

Bien sûr, on n'y a pas prôné le Jihad (la guerre sainte), mais c'est bien un Islam de combat, de prosélytisme qui y a été défendu. Et ça ressemble comme deux gouttes d'eau à la révangélisation proclamée par l'Église. En bref, tout cela participe de la conquête religieuse, ce fameux retour du sacré, et rien que cela suffit à nous hérissier le poil. Les religions pratiquent l'union sacrée (elles ne s'attaquent pas aux mêmes créneaux et ne sont donc pas en concurrence) pour faire reculer encore plus une laïcité qu'elles n'ont jamais réellement admise.

Mais ce n'est pas le plus grave, en l'occurrence : « Adeptes d'une symbiose entre laïcité et fondamentalisme musulman [ben voyons], l'UOIF, très présente sur le terrain des banlieues [tiens, tiens] mais privée de mosquée prestigieuse, a décidé de soutenir le processus du

Frères Musulmans, basés à Genève), a récemment lancé un appel pour prendre au mot le ministre de l'Intérieur. Représenté par son conseiller Alain Billon, celui-ci a insisté sur le retard historique de l'Islam par rapport aux autres religions, que la consultation pourrait

Grosso modo, et pour résumer, l'essentiel de ce pacte consiste à échanger la paix sociale dans les banlieues contre la prise en mains par les barbus de la jeunesse immigrée. Faut pas chercher ailleurs, tout ce que l'État demande aux frérots, c'est de tenir d'une main de fer, à coups de sourates ou de bâtons, une jeunesse désespérée trop encline à se révolter. Autant leur promettre le paradis d'Allah, puisqu'on est incapable de leur donner des perspectives de s'en sortir. Et cette fameuse consultation (qui est consulté?), ce ne sont jamais que les tractations que le gouvernement conduit avec des interlocuteurs soigneusement choisis.

L'argent est grand !

L'appel du pied des frères musulmans, c'est avant tout une façon de dire qu'ils sont prêts à aller à la soupe. On oublie un peu trop qu'il y a beaucoup d'argent en jeu, notamment par la délivrance du certificat « Halal », ce qui veut dire autorisée, nourriture compatible avec le Coran notamment.

Chaque fois, par exemple, qu'une bête est abattue selon le rite musulman, il faut la présence d'un imam pour le certifier, moyennant bien sûr

espèces sonnantes et trébuchantes. Et c'est valable pour toute la bouffe... Et plus il y a de religiosité, plus les croyants feront attention et plus il y aura de certificats à délivrer, un vrai pactole. Allah est grand et le tiroir-caisse aide le prophète ! Et qu'on ne nous fasse pas le coup du respect des populations immigrées qui ont le droit (c'est vrai) comme les autres à pratiquer leurs religions. Si vraiment l'État respectait les immigrés, il y a belle lurette qu'il leur aurait accordé des titres de séjour illimité et le droit de vote, qu'il aurait fait cesser les discriminations à l'embauche, qu'il combattait sérieusement le racisme (à commencer chez ses flics) et qu'il aurait donné des vrais boulots aux jeunes des quartiers.

Le respect, il ne passe pas par la construction et la multiplication des mosquées et des écoles coraniques. Ça, c'est pour mieux encadrer une jeunesse qu'on veut garder bien sage et à sa place dans le ghetto. Les imams seront les nouveaux éducateurs de rue et les nouveaux auxiliaires de police pour faire régner l'ordre dans les cités.

Après l'alliance du sabre et du goupillon, voici venue l'alliance de la matraque et du Coran !

Eric Gava. - groupe de Rouen



ministère de l'Intérieur qui a entamé, le 28 janvier, une grande consultation en vue de créer une instance représentative de l'Islam de France. D'autant qu'un de ses penseurs, le théologien Tariq Ramadan (le bien nommé et petit-fils du fondateur des

permettre de combler. » (Libération du 2 mai).

Ce n'est pas la première fois que nous dénonçons dans ces colonnes le marché qu'est en train de passer l'État avec les imams. Nous voyons qu'il n'est pas loin d'être signé.

Syndicalistes menacés

La C.G.T. mobilise à Nîmes

ILS VENAIENT DE PARTOUT : DE RÉGION PARISIENNE, de Bretagne, de tout le Languedoc-Roussillon, de la région PACA, de Vénissieux... par bus, par train, en voiture... pour former un cortège rouge et jaune, les couleurs de la C.G.T. Cette affluente de militants syndicaux à Nîmes le 4 mai était due à un procès en appel. Ce procès est celui des « dix d'Als ».

Mais d'abord, il faut résumer des faits qui remontent à 1996 et qui se placent dans le cadre des mouvements de 1995. Après trois semaines de grèves, les agents communaux de la mairie d'Als entament des négociations avec leur employeur. Au cours de la troisième rencontre, le maire interrompt les négociations alors qu'il avait promis la signature d'un protocole d'accord. Le 30 janvier 1996, un nouveau mouvement de grève est déclenché par la C.G.T. et un rassemblement se tient dans le hall de la mairie évenole.

La police municipale empêche les manifestants de rencontrer le maire dont le frère intervient en arrosant tout le monde avec une bombe lacrymogène. S'ensuit alors le blocage de dix élus municipaux retenus par les manifestants qui évacueront les lieux le soir même. Les élus portant plainte, les « dix d'Als » vont écoper de sanctions qui vont de six mois à un an de prison et une amende cumulée de 130 000 francs.

C'est dans le cadre d'un appel de cette sanction que la centrale syndicale de Montreuil avait mobilisé ses troupes. Il est vrai que cette tendance à la criminalisation de l'action syndi-

cale devient une tendance lourde. Et encore faut-il rappeler que les syndicalistes ne sont pas les seuls touchés par la justice et la répression : il y a ceux qui protestent contre les conditions carcérales, les soutiens aux sans-papiers (1), les militants antinucléaires, on criminalise aussi les luttes contre la mondialisation de l'économie en France.

Toujours est-il que la mobilisation de la C.G.T. devra sans doute être renouvelée puisque la décision d'appel a été mise en délibéré pour le 29 juin. Tiens, c'est juste la veille du procès de José Bové à Millau ! Cette fin du mois de juin devra donc être marquée du sceau de la solidarité entre acteurs et actrices des mouvements de contestation sociale dans l'action ou face à la répression, ici comme ailleurs. Mais des barrières subsistent. Elles sont sans doute le fait des état-majors politiques et syndicaux : on a souvent vu des libertaires se mobiliser en faveur de militants syndicaux (2), rarement les centrales syndicales se mobiliser pour des libertaires. Pourtant, cette solidarité devra être plus marquée sous peine de voir se généraliser la criminalisation à ceux qui s'en croyaient à l'abri. Car la respectabilité n'a rien à voir là-dedans.

Daniel. - groupe Gard-Vaucluse de la EA.

(1) dont notre amie Marie-Athée du groupe F.A. Claaaash de Paris.

(2) L'Union régionale F.A. du Sud à propos de l'emprisonnement de J. Bové en 1999, le groupe F.A. de Clermont-Ferrand à propos de Michel Beurier...

Faits d'hiver

Vive les flics !

Ici, là, ou ailleurs, ça maugréait, ça nonchonne, ça persifle, ça médit et ça râle sur le fait que les flics arrivent toujours après la bataille ou feraient mieux de... !

C'est facile !

Bon, d'accord, le ou les assassins du préfet machin courent toujours. Bon, okay, les gros cons qui molestent tous les ans le président de la Ligue de Protection des Oiseaux le font en toute illégalité et en toute impunité. Bon, c'est vrai, quand tu te fais tirer ta mob ou ta caisse par trois zonards connards, la famille pouloga a souvent tendance à te rire au nez. Bon, c'est clair, les keufs n'assurent pas vraiment !

Mais t'imagines pas ! Dans le cadre d'un service public éborgé par la mondialisation nos poulets n'ont pas d'autres choix que de faire des choix !

On peut pas être partout !

Une affiche du genre gribouillée et déjà collée à Oust (en Ariège) sur un transfo EDF, sans mentionner le nom et l'adresse de l'imprimeur, pour annoncer une réunion publique à Foix à propos de la sortie d'un bouquin sur la guerre d'Algérie. La gendarmerie pouvait-elle faire comme si ?

Elle a, bien sûr, fait comme ça. Faut pas dé ! Un sauvageon comme Gérard Lorne (70 balais au compteur) qui se permet d'écrire ses mémoires de porteur de valises, lors de la guerre d'Algérie, aux éditions du Monde Libéraire, et qui a l'audace de tchatcher à ce propos en Ariège, faut quand même pas... ! Ça mérite quand même qu'on traîne ce vieux zèbre devant les tribunaux au motif que même si c'est pas lui qui a collé l'affiche en question, c'est quand même lui (alors que tous les bénéfices de la vente de son livre vont à l'école libertaire gratuite Bonaventure) qui tire profit (lequel ?) de tout ça !

Et puis, quand, en août 1999, au tribunal de simple police de Saint-Girons, 50 personnes s'accusent d'avoir participé au collage de ladite affiche, pouvait-on s'éviter une commission rogatoire, pour plus ample information : afin d'inculper une militante du glorieux groupe Michel Bakounine (les zanars de Charente-Maritime sont réputés pour aller coller tous les jours des affiches à 500 bornes de chez eux) ? M'enfin !

Après trois séances de tribunal et deux ans d'enquête Gérard Lorne a été innocenté, mais condamné aux dépens. Thérèse Preux, du groupe Bakounine, a pris 500 balles d'amende dans la tronche et ses 49 co-revendicateurs d'affichage ont été ignorés. En tout, ça nous aura coûté 4000 balles !

Merci à Tony Clay, un vieux camarade du Sussex, retraité modeste des Post Office de la bas, d'avoir réglé la facture.

Et quant à ceux qui douteraient encore, et de la solidarité internationale et de la justice bourgeoise et de ses valets, qu'ils aillent mourir !

Tu faisais quoi lors de la rafle du Vel d'Hiv ?
Tu faisais quoi lors de... ?

Jean-Marc Raynaud

Meeting international anarcho-sindicaliste Pour un autre Futur

C'EST LE DIMANCHE 30 AVRIL que s'est déroulé le meeting international anarcho-syndicaliste, point d'orgue de la semaine de la C.N.T. « Un autre futur ». Dans l'enceinte parisienne du Trianon, entre 600 à 1 000 personnes sont passées, soit pour assister aux déclarations des délégations étrangères, soit pour s'attarder aux nombreuses tables de presse présentes, parmi lesquelles celles bien sûr de la C.N.T., du collectif de lutte des étudiants sans-papiers de Paris VIII, des collectifs contre la vidéo-surveillance, de la Fédération anarcho-syndicaliste, du S.C.A.L.P. et d'autres composantes du mouvement libertaire de Paris ou de province. C'est à 16 heures que le meeting a commencé, pendant lequel se sont succédées les

Network d'Afrique du Sud, la CGT espagnole, Les Ukrainiens et les Sibériens, les Freier Arbeiter Union d'Allemagne et de Suisse allemande, sections de l'AIT, la Confédération Autonome des Travailleurs de Belgique, et la Voie Démocratique marocaine.

Panorama des luttes anarchistes

Après une brève introduction de la part de plusieurs militants de la C.N.T. se félicitant du succès de l'événement, décrivant la solidarité active avec les travailleurs du Kosovo pendant la guerre à travers un convoi syndical, dénonçant l'exclusion de la C.N.T.-Vignoles et de l'U.S.I. de l'AIT et rendant hommage à Monica, une compagne espagnole de la CGTE

globalisé, globalisons nos luttes. La CGTE, forte de 40 à 50 000 adhérents, la plus forte composante numérique du mouvement syndical se revendiquant de l'anarcho-syndicalisme, et l'Unicobas qui prennent la parole par la suite, sont plus sur des positions privilégiant un syndicalisme large et « alternatif » et non anarcho-syndicaliste spécifique. Il est vrai que ces centrales, même si elles s'en réclament, n'en appliquent pas le mode de fonctionnement. Elles possèdent ainsi des permanent et, malgré un discours et des actes radicaux, elles possèdent quelques travers réformistes. La S.A.C. suédoise, quant à elle, bien qu'elle soit également dans ce cas, a eu un discours beaucoup plus radical que ce qui était attendu d'elle. Après avoir rendu hommage à Björn Söderberg, un de leur compa-



gné de nombreuses actions de solidarité avec les travailleurs tchécoslovaques. Les Sibériens, eux, ont souligné le même problème de retard de paiement des salaires et revendiqué avec modestie 6 000 adhérents, ce qui est considérable, surtout par rapport à la réalité géographique de la Sibérie. Les Américains, eux, sont revenus sur les événements récents de Seattle et de Washington, tout en insistant sur la nécessité des grèves de très grande ampleur. Ainsi, ils ont décrit une campagne de boycott et de grève simultanée dans 5 pays, qui a porté ses fruits. Les sud-africains ont décrit leurs actions simultanées et leurs tentatives d'implantation dans plusieurs pays mitoyens de l'Afrique du sud. L'U.S.I. italienne a évoqué la nécessité de la mise en place d'une internationale de l'action, non bureaucratique. Les Anglais y ont fait écho, en précisant qu'après de nombreux congrès internationaux passés à construire et échanger sur le mouvement, il était temps de passer à l'action. Les deux F.A.U. ont décrit leurs efforts à construire un mouvement anarcho-syndicaliste organisé dans un pays qui n'en avait pas la tradition. La voie démocratique marocaine, quant à elle, évoqué son travail de coordination du courant révolutionnaire au sein des deux grosses centrales réformistes marocaines et ses difficultés liées au régime. La WSF irlandaise, pour sa part, décrit l'émergence d'un courant anarcho-syndicaliste dans un pays de tradition conservatrice et catholique à la suite de l'indépendance, et ses luttes en faveur de la liberté de circulation et contre le racisme qui

accompagne le boom économique alors que l'Irlande a une tradition d'immigration.

Une mobilisation réussie

Toutes les délégations ont été fortement applaudies. Elles ont toutes remercié la C.N.T. pour son accueil et l'organisation de la semaine. C'est donc éventuellement les bases d'une coopération internationale souple contre le capital qui ont été posées, et ce dans un contexte d'essor général du mouvement anarcho-syndicaliste et anarchiste. En effet, le 1^{er} mai ce sont 5 000 personnes qui défilaient le matin dans le cortège libertaire (C.N.T., et délégations, F.A., S.C.A.L.P., A.L.), et plus de 6 000 personnes l'après midi dans le seul cortège de la C.N.T., rivalisant avec bien d'autres syndicats, créant un effet d'appel sur les personnes présentes dans d'autres cortèges ou spectatrices. L'initiative « Un autre futur » a été un succès, elle pose les bases, quoique balbutiantes, d'une contre-attaque globale contre le capital qui, lui, s'est organisé depuis longtemps. Des échecs sont donc : un meeting semblable en Suède l'année prochaine à la même époque, une action dans un pays de l'est où l'anarcho-syndicalisme est balbutiant, pour le renforcer (pourquoi pas à Prague, pour le F.M.I., du 23 au 26 septembre), et une action à Nice lors de la pré-réunion du F.M.I. en décembre 2000. Gageons que le mouvement libertaire sera à la hauteur de ses ambitions pour un autre futur et un autre présent.

Sam. - groupe Durruti (Lyon)

Paris le 1^{er} Mai 2000



déclarations des quinze délégations étrangères amies présentes : l'U.S.I., et l'Unicobas italiennes, la SAC suédoise, son organisation de jeunesse, Le Trade Union Council anglais, la Worker Solidarity Federation irlandaise, les wobblies de l'International workers of the world (syndicat principalement américain mais avec des sections disséminées en Grande-Bretagne, Nouvelle Zélande, Canada, Australie), L'ishara média

morte dans un accident de voiture en venant au meeting et à ses 3 compatriotes blessés, c'est au tour de la C.A.T. de parler. Petit syndicat encore à ses débuts, il est notamment impliqué dans les mouvements de chômeurs, travaille de concert avec son homologue flamande et souhaite davantage de coopération internationale. Ce thème va d'ailleurs revenir tout au long des déclarations des délégations. Face au capitalisme

gnon assassiné en octobre par les Néo-Nazis suédois de trois balles dans le corps, et décrit la campagne d'intimidation subie de leur part (plasticage du siège historique de la Confédération : la maison de Joe Hill, son fondateur, membre des IWW), les 3 déléguées, toutes des femmes, ont insisté sur la lutte à mener à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du syndicat contre le patriarcat : la S.A.C. a ainsi inséré dans sa plateforme organisationnelle une phrase le définissant comme un syndicat féministe, les femmes de la S.A.C. ont lutté dans le syndicat pour affirmer l'égalité entre les sexes. Les déléguées ont défini le membre « moyen » de la S.A.C. comme étant une femme sous-payée, peu qualifiée. Elles estiment que si des femmes ont adhéré nombreuses au syndicat, c'est bien parce que celui-ci rompait avec l'univers masculin et souvent machiste des syndicats. Leur organisation de jeunesse, quant à elle, revendique 500 adhérents dans toute la Suède. Les Ukrainiens, eux, ont parlé des difficultés auxquelles ils se heurtaient avec leur gouvernement, notamment sur la politique de collaboration avec les Russes en ce qui concerne la guerre en Tchétchénie et le retard des salaires. Ils ont orga-

crises de foi Pauvres prêtresses !

La femme a toujours été niée par les religions. Cela s'est parfois très mal passé. Les bûchers de sorcières sont là pour nous le rappeler. Aujourd'hui encore, pour l'Église catholique, la femme n'est pas un être à part entière mais une aide pour l'homme, elle n'a qu'une fonction, la procréation et la maternité.

L'Église ne veut pas reconnaître l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est pourquoi elle s'oppose à l'ordination de femmes au rang de prêtres. Seul un homme peut remplir cette tâche si noble. L'Église chrétienne anglicane a décidé, elle, il y a quelques années, d'ordonner des femmes. Cela fait progresser, et puis il y a peu de personnes qui veulent devenir prêtre... il fallait bien trouver une solution.

Cette Église, a réalisé cette année un sondage auprès des femmes prêtres. Le résultat parle de lui-même : 68 % des femmes prêtres ont essuyé le refus de fidèles de recevoir la communion de leur main... Car ce sont des femmes.

Pas besoin de donner une image caricaturale de la pensée religieuse sur ce qu'ils pensent de la nature de la femme. Tous ces religieux le font mieux que moi... Pour eux, la femme reste un être impur, imparfait et pervers.

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Le Monde libertaire hors série n°14

en kiosque à partir du 6 avril - 20 F

Les anarchistes contre l'ordre moral • Les marchands du temple • Le QG de l'ordre moral • Ni clochers ni minarets • La guerre patronale aux coûts salariaux • Éducation : trajectoires précaires • L'enseignement sous la coupe des marchés • Quand ruralité rime avec précarité • L'éradication magique de la misère par la prison • Le Collectif Barbès se raconte • Expulsions forcées des sans-papiers en Belgique • Suzana, chronique d'une sans-papiers • Gros plan sur le Collectif sans ticket • Le nouvel esprit du capitalisme • La démocratie participative passée au crible • Pouy café tout sur le Poulpe

Colloque « Un autre futur » Refonder le syndicalisme révolutionnaire ?

LE 27 AVRIL DERNIER, À LA Bourse du travail de Paris, à l'occasion de l'initiative de la CNT Pour un autre futur, s'est tenu un intéressant débat public dont le thème était : Y a-t-il aujourd'hui renaissance d'un syndicalisme révolutionnaire ? Il est impossible, en ce bref article, de citer toutes les idées et propositions exposées durant cette soirée par les nombreux participants. Nous ne présenterons à nos lecteurs qu'un résumé des interventions d'introduction de Thierry Renard, de Sud-PTT, et de Raphaël Romnée, de la CNT, chacune représentative de leur organisation syndicale respective.

Une refondation du mouvement syndical

Thierry Renard, qui a tenu à préciser qu'il s'exprimait en son nom propre, rappela dans un premier temps que Sud-PTT et tous les Sud ne se réclament pas explicitement du syndicalisme révolutionnaire. Dans leur charte identitaire, les Sud se revendiquent d'une double filiation, celle de la Charte d'Amiens et celle du socialisme autogestionnaire de la CFDT des années soixante-dix.

Quelques faits, quelques tendances observés dans le mouvement social, selon le camarade Renard, incitent à penser que quelques-unes des idées-forces et des pratiques du syndicalisme révolutionnaire sont en train de renaître : en particulier une revendication d'indépendance et d'autonomie très présente ainsi qu'une résurgence d'une action directe de masse, due principalement au fait que la moindre lutte exige un rapport de force très important. En outre, un nombre de plus en plus grand de personnes esiment qu'on doit non seulement combattre les effets du capitalisme mais également s'attaquer à ses causes. Et la réflexion sur le type de transformation sociale à opérer n'est plus si incongrue qu'elle le fut qu'il y a quelques années. Cette recherche s'accompagne aussi d'une demande relativement forte d'un syndicalisme authentique, sans connivence avec le patronat, syndicalisme qui pourrait être un réel outil collectif pour les travailleurs.

On doit, pourtant, continue Renard, observer nombre de différences d'avec le syndicalisme révolutionnaire historique. Aujourd'hui il y a pluralité d'organisations dont la pratique et les valeurs ne sont pas sans rappeler le syndicalisme révolutionnaire. Il constata aussi, dans cette même mouvance, qu'on a coutume d'appeler mouvement social, l'existence d'associations, de mouvements de lutte qui ne sont pas des organisations syndicales, parce que les organisations confédérées d'aujourd'hui ont déserté la pratique interprofessionnelle sur toute une série de questions importantes, comme le logement ou la lutte contre le chômage, à la différence du syndicalisme révo-

lutionnaire, qui était lui réellement interprofessionnel...

Puis Renard énumère quelques-unes des grandes différences politiques et sociales d'avec les périodes historiques précédentes : ce qu'on a présenté comme étant un communisme d'État, comme un État ouvrier, s'est écroulé ; les partis se réclamant du marxisme-léninisme sont en crise d'orientation très importante, ils n'ont plus ni projet ni stratégie ; la gauche a montré ses limites, ceux qui croyaient qu'elle pourrait initier un changement de société commencent à comprendre qu'ils se sont fourvoyés ; le réformisme syndical n'existe plus, les grandes centrales ont abandonné toute idée de transformer la société, même par réformes progressives...

En revanche, nombre de revendications d'aujourd'hui viennent directement du mouvement social, comme le partage des richesses, les luttes contre la précarité et pour l'accroissement des minima sociaux.

L'étape d'aujourd'hui se formule donc de la manière suivante : Comment, face au Medef et à son projet de société libérale, organiser une riposte du mouvement social qui pèsera concrètement sur la réalité. Commencer à répondre à cette question, c'est préparer une refondation du mouvement syndicaliste révolutionnaire.

Exprimer un objectif révolutionnaire

Si se pose aujourd'hui la question de la renaissance d'un syndicalisme révolutionnaire, commence Raphaël Romnée, c'est parce que, sous des formes multiples, syndicales ou extrasyndicales, depuis plusieurs années, au moins depuis 1995, dans divers secteurs de la société et dans une partie de la jeunesse, s'est exprimé un fort besoin d'auto-organisation. Ce fait, ce renouveau est désormais un acquis.

Le point essentiel à examiner, la question la plus importante, c'est le contenu de ces diverses formes d'auto-organisation, leur orientation, leur mode de fonctionnement. Contenu qui ne peut être compris que replacé dans la perspective de ce que fut le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle et de sa progressive dégénérescence...

Qu'est-ce qu'a donc été le syndicalisme révolutionnaire du commencement du siècle et la Charte d'Amiens ? Ça a été l'affirmation du monde du travail, du parti du travail, comme le disait Emile Pouget, à un moment donné, face aux institutions bourgeoises ; une sorte de contre-société ouvrière qui se dressait en opposition au monde de la bourgeoisie, avec ses syndicats, ses bourses du travail, ses universités populaires, etc. C'était la volonté, pour les travailleurs, d'avoir des outils bien à eux. Telle était la démarche première, qui s'était construite contre la bourgeoisie et aussi contre les différents partis politiques, y compris ceux qualifiés

d'ouvriers ou de socialistes. Il en était résulté un compromis, la Charte d'Amiens, affirmation que tous devaient s'accepter. On était à côté des partis politiques et, grâce aux syndicats, les travailleurs se réapproprièrent leurs luttes.

C'est en 1914 que cet équilibre se rompt. Parce que des militants, issus du mouvement syndical, vont tendre la main à la bourgeoisie et apporter une caution ouvrière à la boucherie impérialiste. C'est la première brèche : celle de la collaboration de classe dans la défense de la patrie puis dans la gestion de la société, la recherche d'un fallacieux intérêt général entre le travail et le capital...

La deuxième brèche dans le syndicalisme révolutionnaire fut l'organisation de séduction opérée par l'Internationale communiste auprès des militants syndicalistes et anarchistes dans le but de construire le parti communiste, opération qui s'appuyait sur l'apparent succès de la Révolution russe et réussit à tromper nombre de camarades, au moins dans un premier temps. Les résistances qui s'organisèrent, comme la CGT-SR, approfondirent la réflexion et affirmèrent que pour que le syndicalisme existe il était nécessaire qu'il s'oppose et combatte les partis politiques en tant que tels.

Une troisième phase viendra plus tard, celle de l'intégration progressive

chronique anarcha-féministe Fais-moi mal !

Tout le monde a pu voir il y a quelques semaines les affiches publicitaires pour de la crème fraîche Candia : on y voyait une femme avec un tablier sur lequel on pouvait lire « Je la lie, je la fouette et parfois elle passe à la casserole ». Assez vite, un peu partout en France, des associations de lutte contre les violences faites aux femmes ont réagi sur l'idée que cette publicité était une incitation à la violence conjugale. Depuis, l'affiche a été retirée.

Affaire conclue avec cependant un goût amer lorsque qu'on entend les justifications de cette publicité par l'agence publicitaire. Premièrement, l'affiche a été créée par une femme donc, c'est impossible qu'elle soit douteuse. Cet argument justifie la parité en politique comme garantie absolue que nos futurs gouvernements seront féministes... Les femmes par le seul fait d'être femmes auraient naturellement une conscience féministe ?

Deuxième explication, cette publicité a été testée auprès d'un public féminin avant d'être mise sur le marché. Ledit public a trouvé très drôle cet « humour décalé ». Si le décalage existe dans la tête de certaines femmes, dans la réalité les violences contre les femmes sont concrètes et encouragées le plus souvent.

Rendez-vous donc, au prochain millénaire peut-être, pour rire d'une publicité si elle est devenue une pure fiction.

Fifi bras d'acier

du syndicalisme à l'État, au travers du paritarisme et de la cogestion. Des résistances à cette intégration ont toujours existé, avec plus ou moins d'intensité.

Durant les années soixante-dix, des comités de base tentèrent de s'y opposer, sans grand succès. Divers courants politiques, y compris libertaires, s'essayèrent à construire des oppositions syndicales dont l'objectif était de changer la nature des confédérations intégrées. Toutes furent plus ou moins brisées...

Aujourd'hui, l'axe de construction d'un nouveau syndicalisme révolutionnaire se résume à reprendre en main les luttes : c'est cela le syndicalisme d'action directe : gérer les luttes aujourd'hui pour gérer la société demain. Et, si on veut être crédible, c'est promouvoir l'indé-

pendance par rapport aux institutions et refuser toute forme de paritarisme et de cogestion.

Enfin, même si aujourd'hui la volonté révolutionnaire n'est pas majoritaire parmi les travailleurs, si on parle de syndicalisme révolutionnaire, on se doit de dire explicitement, en tant qu'organisation, que l'objectif est de transformer la société. C'est le premier acte d'indépendance et d'autonomie ouvrière face à tous ceux qui veulent nous représenter, que ce soit sur le plan électoral ou, comme ce fut la situation hier, ceux qui prétendent se constituer en avant-garde dirigeante. C'est le premier acte de refondation du syndicalisme révolutionnaire.

Compte rendu rédigé par J. Toublet

Pierre Besnard et le syndicalisme révolutionnaire

Après l'union sacrée durant la guerre de 1914-1918 et la Révolution russe, quelques syndicalistes révolutionnaires changèrent leur position s'agissant de la neutralité syndicale envers les partis et les groupements philosophiques.

« La Charte d'Amiens, rappelait Pierre Besnard dans l'Encyclopédie anarchiste, contient six affirmations capitales, qui sont les fondements du syndicalisme. » Ce sont : l'affirmation d'unité ; l'affirmation de lutte de classe ; l'affirmation de la nécessité de la lutte quotidienne dans le régime actuel ; l'affirmation de la capacité d'action révolutionnaire des syndicats ; l'affirmation d'indépendance et d'autonomie ; l'affirmation d'action directe et de neutralité envers les partis et les groupements philosophiques. « Ces principes forment un tout. Il est clair, continue-t-il, qu'en cessant de respecter l'un ou plusieurs d'entre eux, on ne pouvait que provoquer l'écroulement de l'édifice. » C'est ce qui s'est produit avec les deux scissions successives de la CGT.

Plus tard, avec la création de la CGT-SR, Pierre Besnard affirma, dans le même ouvrage, que le syndicalisme ne pouvait être neutre :

« Le fait de proclamer la faillite des partis et de leur substituer les groupements naturels de classe que sont les syndicats, implique la nécessité absolue, pour le syndicalisme, de combattre tous les partis politiques sans exception.

« La neutralité des syndicats proclamée à Amiens, en

1906, a été dénoncée, en novembre 1926, par le congrès constitutif de la CGT-SR.

« Cette décision, très controversée à l'époque, même dans nos milieux, n'était pourtant que la conséquence logique de la substitution de la notion de classe à la notion de parti. Il est à peine besoin d'affirmer que les événements actuels, qui démontrent avec une force accrue la carence totale des partis, nous font une obligation indiscutable, non seulement de rompre la neutralité à l'égard des partis, mais encore d'engager ouvertement la lutte contre eux. [...] Il se trouvera encore, même dans nos rangs anarchistes, des camarades pour prétendre que cette attitude nous contraint à n'être jamais qu'un mouvement de secte. J'ose leur dire que c'est le contraire qui est vrai. Ce ne sont pas des chrétiens, des radicaux, des socialistes, des communistes qu'il s'agit de réunir dans un mouvement de classe, mais des travailleurs en tant que tels. Nous leur demandons donc de cesser d'être des chrétiens, des radicaux, des socialistes, des communistes, réunis dans un groupement voué à l'avance à l'impuissance, en raison de la diversité des idées de ses composants — ce qui est bien le cas actuellement — pour devenir des travailleurs, exclusivement des travailleurs aux intérêts concordants. Nous les prions, en somme, d'abandonner les luttes politiques stériles pour les luttes sociales pratiques et fécondes ; de passer de la constatation de fait à l'action nécessaire ; de s'unir, sur un terrain solide, au lieu de se diviser pour des fictions. »

communiqué du CIRC

Une société sans drogue, ça n'existe pas

« Une société sans drogue, ça n'existe pas ! »
Nicole Mastracci, présidente de la MILDT

INCROYABLE ! IL AURA FALLU plusieurs dizaines d'années pour que les membres d'un gouvernement reconnaissent enfin cette évidence. Et pour que tout le monde soit au courant, le voilà qui, par l'intermédiaire de la MILDT (Mission Interministérielle de Lutte contre la

drogue et la toxicomanie), sort un livret d'information « Drogues et dépendances : Savoir plus, risquer moins ». Des informations plutôt objectives (bien qu'incomplètes) et peu dramatisantes sur les drogues licites et illicites y sont exposées, mais pas un mot sur une possible évolution des lois, ni sur l'article L630 du Code de la Santé Publique qui interdit tout débat serein sur la question des drogues. Comment cela eut-il été possible sans sombrer dans l'ubuesque, quand on voit que bon

nombre de pages du livret tombent sous le coup de cet article interdisant la présentation sous un jour favorable des drogues et l'incitation à en user.

La prohibition plus que jamais !

Certains, en le parcourant, ont pu croire qu'il fleurait un doux parfum de déprohibition dans notre pays. Mais les chiffres de la répression ont le mérite de vite faire déchanter les plus optimistes d'entre nous. Jamais en effet les usagers des drogues n'ont été autant persécutés, avec une mention spéciale pour les cannabiphiles, cibles privilégiées des services de police, vache à lait du ministère des Finances qui, au moyen des douanes, rackette quotidiennement nos camarades.

Et lorsqu'on évoque un possible changement de législation, on voit Mme Mastracci s'adonner aux paradis artificiels de la politique politicienne. Car le message est clair à présent, si la France reste le pays le plus rétrograde en matière de droits des consommateurs des drogues, ça n'est absolument pas de son propre fait, mais bien à cause des accords internationaux auxquels elle a souscrit. Argument d'autant plus fallacieux que nos voisins en sont également signataires, et qu'ils reviennent les uns après les autres sur le tout-répressif. Mais l'État français n'est plus à un mensonge près...

Néanmoins, loin de vouloir cracher dans la soupe, le CIRC, en s'exprimant sur cette campagne « new age » du gouvernement, souhaite surtout attirer l'attention des autorités et des médias sur le fait que notre société ne fera pas l'économie d'une profonde refonte de la législation.

Car si l'on veut bien voir, dans cette campagne d'information, le premier pas vers un changement de loi sur les stupéfiants, il n'en reste pas moins que le système que pourrait proposer l'état serait certainement inadéquat, hypocrite et dicté par la loi de l'argent. Prendrait-il en compte le problème des banlieues, dont une partie des familles ne peuvent

boucler leur fin de mois qu'avec l'argent qu'elles retirent de la vente de haschich. Permettrait-il aux usagers de chanvre de produire leur propre récolte.

Et sinon, comme on peut s'y attendre (et oui, les intérêts financiers sont énormes), comment endiguerait-il le développement de ces réseaux amicaux et conviviaux de cannabiculteurs sans risquer de réduire encore un peu plus les libertés publiques ?

Beaucoup de questions que devrait se poser l'État et que nos militants ne manqueraient pas de lui rappeler...

Mais l'approche de deux importantes échéances électorales en 2001 et 2002 ne laisse que peu d'espoir sur l'ouverture

d'un vrai débat. La sérénité est la condition sine qua non pour sa tenue, et l'on sait combien les élections sont propices aux discours les plus démagogues, lesquels n'ont donné jusqu'ici que ce que nous connaissons, à savoir la prohibition.

La route sera encore longue avant que l'on aboutisse à une législation intelligente et respectueuse des hommes (et non de l'argent), mais réjouissons-nous, nous savons enfin, après des milliers d'années de vie en société, qu'une société sans drogue, ça n'existe pas ! Ça ne s'invente pas !

Kshoo (pour la fédération des CIRC)

LÉGALISÉ MAIS TAXÉ



Lycée autogéré de Paris Nouvelles agressions fascistes

Vendredi 5 mai vers 10 heures, une fois encore, un membre du lycée autogéré de Paris a été agressé par six nervis fascistes proche du GUD ou de l'Action française.

Alors qu'il arrivait dans l'établissement, un enseignant a pu observer la présence d'individus en faction aux abords de l'établissement. Wantant comprendre qui était là, il descend dans la rue ; alors plusieurs personnes le frappent à la tête. Des élèves alarmés sortent de l'établissement en vue de lui porter secours. À ce moment, le groupe prend la fuite. Le professeur est actuellement à l'hôpital.

Cet événement fait suite à d'autres :
- le mercredi 26 avril au matin, des individus qui semblent appartenir au même groupe rentrent dans l'établissement et frappent un élève à la jambe à l'aide d'une barre. Quelques instants plus tard, alors que la grille est refermée, ce groupe crie plusieurs fois « Zieg Heil ». Dans la nuit suivante, des inscriptions avec des croix celtiques et les initiales GUD sont bombées sur l'entrée du lycée.

- le vendredi 21 avril vers midi, aux abords de la faculté d'Assas, dont l'annexe est située au 389, rue de Vaugirard à 100 mètres du lycée, des élèves se sont fait frapper et asperger de gaz lacrymogène par des individus connus pour être proches de l'équipe pédagogique.

Les services du rectorat, des Brigades anticriminalité, du commissariat du 15e arrondissement et des enseignements généraux ont été prévenus. Un sentiment justifié d'insécurité domine chez les élèves et chez les membres de l'équipe pédagogique.

Par ailleurs, plusieurs assemblées générales de notre établissement se sont positionnées pour s'opposer à de tels actes qui sont contraires aux valeurs que défend notre lieu autogéré et que prône l'Éducation nationale.

Lycée autogéré de Paris

Crocq en Creuse Oui à la vie, non au nucléaire

Depuis quelques mois, le petit village de Crocq dans la Creuse est en ébullition : les sbires de l'ANDRA (Agence nationale des déchets radioactifs) sont venus fouler le sol de la commune. Expliquant qu'ils étaient uniquement là pour effectuer quelques anodins forages dits scientifiques ; juste pour tester la solidité du granit... (comme si on pouvait savoir si le granit ne se dégradera pas dans quelques millions d'années...). En vue d'un éventuel stockage de matières radio-actives mais ça n'est pas la peine de le crier sur les toits...

Manque de bol, Crocq (ville natale de Jacquou le Croquant) a eu vent de l'affaire et ne souhaite pas plier genoux devant la manne financière offerte, la pluie d'argent... Comme Monory dans le département voisin (la Vienne) ; Monory, le sénateur tribu n'a rien contre le nucléaire : il est pour, il a déjà la centrale atomique de Civaux ; pourquoi pas quelques déchets radio-actifs en plus ?

En Creuse, tout le monde semble être au contraire contre ce projet de stockage déguisé en labo. Les élu-e-s, toutes tendances confondues, se sont prononcé-e-s contre. Une manif à Guéret a rassemblé 800 personnes... Une réunion organisée par les Verts a également attiré du monde mais petit hic, on a bien senti que le discours était très « anti-déchets » mais pas fondamentalement « antinucléaire ». Style « not in my garden » et voisin débrouilles-toi !

Une association s'est montée (Oui à la Vie - Mairie de Crocq 23 260 CROCC) afin de prévenir du retour des sinistres valets de l'ANDRA : nous attendons leurs infos... Pour nous, nous refusons le nucléaire dans sa globalité : société nucléaire = société militaire !

Alayn Dropsy. - FA Creuse

France-Soir Les ouvriers unis ne seront pas vaincus

TOUT LE MONDE À AUBERVILLIERS, À DEUX PAS DE l'Est parisien, se le demande : qui a payé les oliviers qui, bien empotés, encadrent le hall d'entrée de France Soir ?

Le groupe italien Poligrafi Editoriale (1) serait insidieusement avancé... Mais oui, bien sûr, ceux qui prennent 15% du capital de Presse Alliance en en promettant plus à la rentrée seraient les vrais annonceurs du printemps francilien. C'est en tout cas sûr pour Georges Goshn, toujours en quête d'argent frais pour relancer le convalescent France Soir. Le sémillant patron de presse, depuis son arrivée aux rênes de l'ancien quotidien de la rue Réaumur n'a de cesse de réduire les coûts. En jouant notamment sur les divisions organiques qui existent entre les ouvriers du livre, les journalistes, les employés (2).

Nous avons, il y a quelques mois, relaté les « secousses telluriques » qui existaient dans les rangs de l'ex-Fédération du livre. Il est trop tôt pour les partisans de la « commune libre » d'Aubervilliers de prédire que le phénix va renaître de ses cendres mais... Le mois dernier, suivant une provocation de Georges Goshn, contestant, par écrit, le professionnalisme d'ouvriers du

Livre, amena à une grève de tout le secteur pré-presses (typos, correcteurs, photogreveurs). Un bout d'unité retrouvé ne fait pas le printemps, mais il aura permis de stopper le « maître des lieux ».

Ce qui ne résoudra pas le problème de la vie syndicale de l'entreprise. Certes tout le monde dénonce le manque de dialogue social, la volonté affichée de G. Goshn de tout trancher du haut de son piédestal, mais ne vaudrait-il pas mieux balayer devant sa porte ?

Certes chacun relève de conventions collectives différentes, mais la tentation de l'hégémonie est encore grande, effaçant les germes de fédéralisme qui pourraient faire entrevoir l'espoir.

L'exemple de Libération où existe une structure syndicale rassemblant techniques et journalistes ne semble pas jusqu'ici avoir beaucoup fait parler de lui. Donc, à Aubervilliers, il manque encore un peu trop de volontés pour qu'une force s'assemble !

Sitting Bull

(1) Côté à la Bourse de Milan, Poligrafi Editoriale, édite des quotidiens régionaux : Il Resto del Carlino, La Nazione, Il Giorno.
(2) De mauvaises langues affirment que chez les journalistes, il y a plus de délégués syndicaux que de syndiqués...

CINÉMA

53^e festival international de Cannes, 39^e semaine internationale de la critique, 32^e quinzaine des réalisateurs

Un saut dans le vide ?

« Il me semble que mon travail est de continuer à raconter les histoires que je vois, que j'entends et ne les transforme pas en autre chose... Un saut dans le vide si vous voulez ; mais j'ai toujours pensé que c'est cela qu'on est censé faire, quand on fait du cinéma ».

Robert Kramer

CONTEXTE DIFFICILE POUR LA profession car la carte UGC (voir autant de films qu'on veut pour 98 F par mois) s'est déjà vendue par milliers. Catherine Tasca a exigé sa suspension et saisi le Conseil de la concurrence. Une décision avant Cannes s'imposait. Le 5 mai, UGC suspendait son opération. En effet, le circuit Art et Essai ne peut en aucun cas suivre cette surenchère. Faire un film, diffuser des films ressemble donc de plus en plus à un « saut dans le vide » comme le dit si bien Robert Kramer.

Son dernier film, *Cirés de la plaine*, va inaugurer la Semaine de la critique. Robert Kramer, cet homme généreux, attentif à l'autre, dont la dernière apparition est des plus émouvantes (dans *La Vie moderne* de Ferreira-Barbosa), nous fait l'immense plaisir post mortem de montrer son film là où il a débuté en 1968 avec *The Edge*. Décidée par la Fipresci (1), l'action en faveur de *Sofi Fruit* de Christina Andreef, va donner une seconde chance à un film australien, un drame familial aux images hallucinantes autour de la mère mourante. Tout cela montre que personne ne pourra faire l'économie de réfléchir à la carrière et à l'utilisation faite des films. L'effet « après-vente », comme disait malicieusement Chantal Akerman.

Le Conte du ventre plein de Melvin Van Peebles met en scène un couple cupide de reconnaissance sociale qui utilise sans vergogne la petite bonne orpheline et noire pour sauver sa réputation. Peinture au vitriol de la société

française, Van Peebles force le trait : les deux acteurs vedettes du film, Andrea Ferreol et Jacques Boudet, se surpassent en férocité tonitruante. Un spectacle terrifiant de la méchanceté humaine. Les effets visuels permis par les nouvelles technologies servent avec brio son histoire, hélas trop prévisible.

La Quinzaine des réalisateurs poursuit son rythme de croisière avec 24 films dont, en première mondiale, un film de Chantal Akerman, *La Captive*, adaptation de « La Prisonnière » de Proust, puis le très attendu *Lumumba*. On se souvient de l'excellent documentaire *Lumumba, mort du prophète* (1991) déjà réalisé par Raoul Peck, qui utilisait ses souvenirs personnels. La fiction aura-t-elle le dernier mot pour rendre justice au combattant de l'indépendance africaine ?

D'Allemagne, elle a retenu un film impressionnant sur le suicide de l'écrivain Gisela Elsner. Quand elle se suicide, à 56 ans, son fils, le réalisateur Oskar Roehler, entreprend à sa manière l'enquête sur une mort annoncée. *Die Unberührbare* (L'Insaississable) est un film en noir et blanc qui reconstitue avec rigueur et humour la dérive d'une femme écrivain, prise en otage par les deux Allemands et ce qu'elles étaient censées représenter. Un film en noir et blanc pas du tout manichéen qui fait revivre les années 60, source des engagements les plus extrêmes. Le film trace un portrait fort et juste d'une femme, de sa mère.

« Un certain regard » s'ouvre à la démarche documentaire en sélectionnant un film sur les filiations : *Le Premier du nom* de Sabine Frelan part d'une rencontre familiale, organisée en 1987 pour réunir en Alsace tous les descendants de Moïse Blin, colporteur juif. Un film enquête, un film document, un film mis en scène aux dispositifs multiples et parfois joyeux qui en dit long de l'histoire des juifs de France et des juifs d'Alsace, puisque l'ancêtre y vécut jusqu'en 1820.

Émergent des histoires individuelles fortes, une conception de l'espace très originale (l'homme qui la développe est architecte)... et des envies très contradictoires. Le cinéma, ça sert à ça aussi, à faire de la généalogie (sortie le 24 mai).

En compétition, il y aura le nouveau film du cinéaste autrichien le plus désillusionné qui soit, Michael Haneke, *Code inconnu*, les nouvelles productions de Desplechin et de Assayas et puis *Kippour* de Amos Gitai (sortie le 17 mai), *Gohatto* (Tabou) de Nagisa Oshima, *Sans Titre* de Wong Kar Wai, un Lars von Trier...

Vatel, où l'on voit Depardieu aux commandes de casseroles de grand chef,

ouvre le festival (hors compétition). C'est d'abord l'histoire d'un scénario important, sur un personnage historique, écrit par Jeanne Labruno. Elle a été récompensée à plusieurs reprises pour sa recherche et son travail sur ce grand obsessionnel des ingrédients de cuisine. Mais personne ne voulait lui confier le budget conséquent dont le film aurait eu besoin pour se faire. Finalement, c'est Roland Joffé qui a réalisé *Vatel*.

Le cinéma est nécessaire comme le gaz et l'électricité : c'est ce que prouvent tous les ans les gaziers et électriciens de Cannes, la CCAS (2) qui dressent leurs

tentes (grandes et confortables) juste à côté des grands auditoriums et qui patronnent et financent avec une belle constance la création : 100 000 F d'aide à l'écriture pour un film (court ou long métrage). Après Black Negra et l'Algérie, la CCAS propose en 2000 un regard sur la création des femmes cinéastes du monde entier, « Univers-elle ». Manifestation gratuite et ouverte à tous.

Heike Hurst

(1) Fipresci : Fédération internationale de la presse cinématographique.

(2) CCAS : Caisse centrale des activités sociales du personnel des industries électrique et gazière.

LECTURE

Hommes en guerre Andreas Latzko

LATZKO EST NÉ À BUDAPEST LE 1^{ER} JANVIER 1876 ; il est mort le 11 novembre 1943. Ce Hongrois s'exile en 1902 à Berlin pour trouver une situation politique plus libre. Il choisit l'allemand comme langue d'expression littéraire. Avant 1914, il publie à Berlin deux romans et deux pièces de théâtre. Il va être entraîné contre son gré dans la guerre. Officier hongrois, il sera blessé lors des combats du front italien-autrichien en 1915-1916. C'est alors qu'il entreprend, à chaud, la rédaction du livre réédité aujourd'hui par Agone.

Hommes en guerre est un recueil de nouvelles mettant en scène des personnages différents, mais organisés selon un ordre chronologique quant au sujet : on a le *Départ*, celui d'un bidasse, dans la liesse générale des ivresses nationalistes ; le premier combat, *Le Baptême du feu*, le *Vainqueur* où l'arrière du front est décrit, avec les parades de grande planquée, qui entretient le moral des populations, en cachant les blessés, en passant les morts sous silence, comme ces élus qui « au fond de leur abri décident de tout ». Le front par un soldat grièvement touché qui raconte l'horreur réelle, et les raisons perdues, c'est *Le Camarade*. Puis vient *La mort du héros*, « martyrs dont la souffrance restait disciplinée jusqu'à la mort, réglementée jusqu'à la fosse où les jetait pêle-mêle [...] en les saupoudrant de mots glorieux et de salves assourdissantes », et dont les monuments aux morts omettent la fin affreuse, pour ne vanter que le courage d'une vie offerte à la patrie ; enfin, *Le Retour des « infirmes rapiécés »* dont personne ne veut plus et promis à l'hospice des oubliés.

Le livre a été composé dans une intime nécessité d'écriture, comme si son auteur voulait éloigner, par la plume, la

griffure des fantômes des choses vues. *Hommes en guerre* est d'abord une critique de l'endoctrinement guerrier : « qui ne part pas est un lâche... Pas de lâches, c'est compris ? La mode est aux héros maintenant... » ; il s'agit de « mettre tout le monde dans le même moule ». Mais le vrai courage c'est de dire non. L'acte littéraire doit être un acte de scrupule, qui fouille les véritables lâchetés quotidiennes, dont celles des discours des chefs, tapies dans leurs omissions volontaires : « surtout pas de langue de bois patriotique, ça sentait trop le sapin. Il se refusait farouchement au style dulce est pro patria mori. Répugnant ce tam-tam sur le cercueil des héros » se dit l'officier du Baptême du feu, dont le doute confine peu à peu à une sourde révolte.

Avec la guerre, surgit l'absurde, « les buts n'avaient plus aucune réalité devant ce trou noir », qui est aussi un trou noir des consciences : « tous ces maçons, mécaniciens, paysans, penchés depuis toujours sur la besogne quotidienne, que pouvaient-ils dire quand les intellectuels, de grands messieurs au-dessus d'eux, leur capitaine, avec son col étoilé d'or, leur assuraient que le devoir, la gloire, c'était de tirer sur des maçons, des mécaniciens, des paysans italiens ? »

Avec la guerre, la vie est absurde et « les mots ne vont plus aux choses ». Du cœur même de la guerre, Latzko dénonce la mise en œuvre des massacres. Il stigmatise les gouvernements assassins et « les guignols gagaonnés » non par un discours à thèse mais en montrant la guerre dans la crudité du quotidien de la soldatesque.

Philippe Geneste

Hommes en guerre. Andreas Latzko. Traduit de l'allemand par H-F Blanc et M. Wachendorff. Editions Agone. 1999. 167 p. 68 F.

copinage

Le papier de la canaille est une expo rassemblant 68 affiches recouvrant 3 siècles d'histoire du mouvement social. Tous les jours de 12 h à 21 heures au théâtre de l'Opprimé, 78, rue du Charolais Paris 12^e.

Le Temps de la Serize est un spectacle de chansons et texte de Jacques Serizier représenté au Connétable les 10, 11, 12, 17, 18 et 19 mai à 20 h 30 avec Nathalie Solence, Jules Bourdeaux, Vania Adrien Sens, Claude Gaisne. 70 F, réservations : 01 40 21 90 95.

radio libertaire
Paris • 89.4 MHz

jeudi 11 mai à 18 heures :

Si vis Pacem: Le 15 mai : journée mondiale de l'objection de conscience.

vendredi 12 mai à 22h 30 :

Jazz en liberté: Charles Gayle trio en public (1995) ; John Coltrane quartet (1964) ; Sylvain Beuf quintet (1998) ; Chico Freeman sextet (1989) ; Billy Harper quintet (1979) ; David S. Ware quartet (1990).

mercredi 17 mai à 10h 30 :

Blues en liberté: les festivals de l'été.

TÉLÉ

Les pages rouges de l'histoire La révolution d'octobre

vendredi 12 mai à 17h 55

LA CINQUIÈME NOUS PRÉSENTE à partir du 12 mai, et pendant six semaines, des documentaires mis en forme par Orlando Figes. Cette série se voulant « l'histoire du communisme », nous y rencontrerons Lénine, Staline, Mao, Che Guevara.

Le premier épisode, consacré à la révolution d'octobre, n'offre que peu d'intérêt pour les militants libertaires. Depuis les années 20, nos compagnons (Voline, Berkman, Body, Makhno, Rocker...) nous avaient renseigné sur la réalité de la prise du pouvoir par les bolcheviks. L'historien Marc Ferro nous donnait même des éléments historiques complémentaires en 1967. La prise du Palais d'hiver n'était qu'un petit coup d'Etat fomenté par une poignée de Bolcheviks.

Seuls, les marxistes à ceillères, qui ils soient staliniens, trotskistes ou maoïstes,

fidèles à la méthode Coué, maintenaient l'imagerie d'une révolution large-ment populaire. Les historiens et cinéastes, abonnés au râtelier marxiste, n'étaient pas de reste pour conforter ce mensonge historique. Depuis la chute des régimes marxistes, les risques ayant disparu, d'autres historiens (et quelquefois les mêmes) ne se privent pas de cracher sur les anciennes idoles au point que cela en est souvent indécent. Ce documentaire de la cinquième ne semble pas échapper à cette nouvelle déontologie.

Pendant 26 minutes, au gré d'une musique de fond se voulant pathétique et grandiloquente, nous assistons à une nouvelle mise en place du mythe léniniste et à sa condamnation au profit de la démocratie.

Comme si la révolution russe pouvait se résumer aux agissements d'un seul

homme sans une mise en situation de son idéologie. Comme si la condamnation d'un régime totalitaire suffisait pour sacraliser dans le même temps le système démocratique.

Ce refus d'installer Marx à la source même de la pratique léniniste, longtemps apanage de la mouvance trotskiste, est aujourd'hui repris par le dernier quartier de militants se réclamant de Marx. Il est curieux de constater que ce procédé sert aujourd'hui les tenants de l'idéologie démocratique.

Lapidier un dictateur mort depuis plus de 70 ans et profiter de l'émotionnel d'une telle mise en situation pour se faire – sans aucune démonstration idéologique – le chantre de la démocratie est inacceptable de la part d'un soi-disant historien.

Jean-Claude Richard. – groupe Henry Poullaile

Du devoir de mémoire A propos de la guerre d'Algérie A propos de toutes les guerres

FORT DU SUCCES incontestable (trois éditions en six mois) rencontré par « Les Égorgeurs » (1), le groupe Michel Bakounine (Charente-Maritime) s'était décidé à inviter son auteur à trois réunions débats.

Le mardi 25 avril c'était l'école libertaire Bonaventure qui ouvrait le bal et une quinzaine de personnes se retrouvèrent à écouter un jeune homme de 60 ans raconter (lui qui avait refusé de tirer et qui, de ce fait, fut systématiquement envoyé à la riflette, comme infirmier des commandos de chasse) les abominations (lors de la guerre d'Algérie) d'une armée française composée d'engagés et d'appelés.

Le mercredi 26 avril, à Saint-James, une autre quinzaine de personnes, entre apéro, petite bouffe et grand digestif, pressèrent de nouveau Benoist de questions, jeudi 27 avril, à La Rochelle, salle Gérard Philippe, malgré une absence d'annonce dans la presse et les médias locaux, c'était soixante personnes qui, sur le thème « Du devoir de mémoire, à propos de la guerre d'Algérie, à propos de toutes les guerres », se pressaient pour rencontrer Benoist Rey et Henri Alleg.

L'émotion fut au rendez-vous. Benoist Rey, son mètre quatre-vingt-dix, ses cent trente kilos, sa tchatche, son désarroi toujours présent, ponctué par quelques coups de gueule distillés, mâchoires serrées, à l'aune d'une authenticité sans tambours ni trom-

pettes. Henri Alleg, 80 ans, un mètre cinquante, un petit bonhomme illuminé par un regard désarçonnant de volonté, d'humour et de gravité, quelques phrases, seulement, toutes de pudeur, sur les tortures (2) qu'il dut subir pendant plus d'un mois et qui ne le firent pas parlé, une entrée en matière tonitruante sur un devoir de mémoire dont il nous a expliqué, du haut de ses 80 ans, qu'il ne valait que s'il chaussait les robustes galoches du présent et les bottes de sept lieux d'un autre futur, des analyses politiques, des anecdotes, ensuite, à foison, phénoménales. En une demi-heure la salle était sous le choc.

Anars, pas anars, anciens appelés de la FNACA ouvrant, enfin, leur cœur, beurrées désarçonnées, pieds noirs détonants, un vieux militaire engagé demandant pardon, algériens d'aujourd'hui sans haine et déterminés à continuer à se battre au présent, tous, toutes, nous en avons pris plein la tronche de ce courage ordinaire qui fait les poings levés de révoltes et d'espoirs.

À trois heures du mat, Henri Alleg, qui devait prendre un train à cinq heures, nous parlait encore de Camus et...

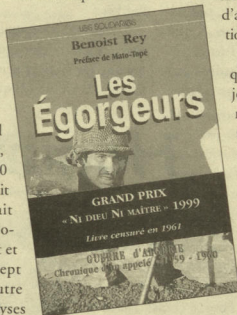
Merci à Benoist Rey qui commence à se dire libertaire et à Henri Alleg qui continue à se dire communiste d'avoir accepté notre invitation. Ça n'était pas évident!

Si la révolution libertaire a quelques chances d'être un jour, elle le sera quand, sur nos bases, de telles rencontres se seront multipliées à l'infini d'une volonté d'agir sur l'essentiel.

Et de ce point de vue, entre des Alleg au cœur pur et des Kmers noirs aux semelles de plomb, le groupe Michel Bakounine a, depuis toujours, fait son choix.

Comprenez qui voudra!

Groupe Michel Bakounine



(1) « Les Égorgeurs », Benoist Rey, Editions du Monde Libertaire, 130 p, 60 F, grand prix « Ni dieu ni maître 1999 », chèque à l'ordre de Publico (rajoutez 10 F pour le port), à envoyer à Librairie du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011, Paris

(2) « La question », Henri Alleg, Les éditions de Minuit, 115 p, 60 F, chèque à l'ordre de Publico, le livre à lire sur la torture subie par le directeur « d'Alger républicain » lors de la bataille d'Alger à l'initiative de l'armée française. Le livre à lire sur cette « question ».

Souscription

Un camion pour Bonaventure

BONAVENTURE EST UNE ASSOCIATION QUI regroupe des enfants, des parents, des professionnels pour animer une « république éducative » en dehors de l'éducation nationale. Ni école publique, ni école privée : les parents déscolarisent leurs enfants et se rencontrent pour que l'éducation soit collective... Ce projet vit depuis 7 ans sans subvention aucune... la « scolarité » y est gratuite, laïque... l'autogestion économique que nous visons passe par les adhésions... et les appel à l'aide!

Bonaventure début avril 2000

Dans la même semaine, le photocopieur et le camion (9 places) pour transporter les enfants se sont retrouvés hors d'usage... Le camion offert par souscription il y a 5 ans, a vécu (13 ans, 200 000 km).

En ce mois de mai, le nouveau camion devrait être utilisé pour se rendre dans le Tarn (pour voir les correspondants des enfants) et dans l'Hérault à Marseillan sur les bords de la mer Méditerranée. À Marseillan (qu'on se le dise) s'ouvre un camping autogestionnaire du samedi 27 mai au dimanche 4 juin 2000 ! Il faut juste avoir envie de vivre, enfants et adultes ensemble, amener sa bonne humeur, ses affaires pour camper et organiser sur place ses journées... Du lundi 29 mai au dimanche 4 juin, Bonaventure sera également présent à ce camping autogéré et tiendra un congrès extraordinaire. Pour tout contact : Camping Le Paradou, BP 37, 34340 Marseillan-Plage ; Tel : 04.67.21.90.10.

Pour ce 9 places d'occasion, il nous faut réunir 45.000 francs. Nous ouvrons donc une souscription : chèques à l'ordre de Bonaventure, mention au dos « souscription camion ».

(50 F, 100 F... individuellement ou collectivement, les petites sommes nous permettront d'acquiescer ce camion pour les différents projets des enfants !) merci de faire passer l'infos

Bonaventure, 35 allée de l'angle, Chaucre, 17190 Saint Georges d'Oléron

bonaventure@wanadoo.fr

site <http://perso.wanadoo.fr/bonaventure>

liste des souscripteurs :

lorfida P. (Dijon, 21) 50F, Frega F. (Châlon, 71) 50F, Gauthier P. (Brétigny, 91) 100F, Granier M. (Dollus, 17) 100 F, Latru G. (Clermont, 63), 100 F, Lesgent Y., 100 F, Groupe La Commune FA, 100 F, Benattre R., 100 F, Pierre E. (Paris, 75), 150 F, Saxel J.B. (Colomiers, 31) 200 F, Rey Benoit (Montfa, 09) 200 F, Lesgent Y., 200 F, Abassof A. (Boulogne B., 92) 300 F, Lestrat D. (Merlieux, 02) 300 F, Sakanouk S. (Meaux, 77), 500 F, Baude Geneviève 800 F, groupe Sacco et Vanzetti FA, 1000 F, Thomas Philippe, 1000F

Total du 20 avril au 4 mai 2000 : 5350 francs

ancien total : 1800 francs

Total général : 7150 francs

Merci à toutes et tous

Bernard Leboeuf pour l'association Bonaventure

abonnez-vous! abonnez-vous! • abonnez-vous! •

Chambéry : Transports gratuits pour tous !

Samedi 6 mai, 10 heures: un rassemblement pour la gratuité des transports ferroviaires sur la région Rhône-Alpes, à l'initiative du groupe libertaire de Chambéry-F.A. (avec la participation de quelques militants de Lyon), ACI, JCR-RED, CNT-AIT, MACP, MNCP et APRES, investit la gare de Chambéry. Les revendications exprimées vont de la gratuité des transports pour les faibles revenus (revenu inférieur ou égal au SMIC, au chômage, étudiants, salariés précaires et leurs ayants droits) à la gratuité pour tous. Une cinquantaine de personnes interpelle les usagers, les invite à se mobiliser et bloque l'utilisation des composteurs.

Un impressionnant comité d'accueil (plus d'un CRS par manifestant), accompagné du « directeur de l'ordre public » (selon ses propres mots), nous attend et nous force à évacuer les quais, usant de leurs méthodes habituelles... La violence ne vient que d'eux. « Police partout, Justice nulle part » fusent de tous côtés. La tension monte...et les renforts de police ne sont pas loin. Un long tête à tête avec les CRS.

Une action directe qui s'est, malgré cela, dans l'ensemble bien déroulée, l'idée de la gratuité faisant son petit bonhomme de chemin dans les esprits. Une action à renouveler dans les différentes villes de la région (et ailleurs!). Tous les militants des différentes organisations sont prêts à se mobiliser à nouveau dans les mois à venir.

Lutter pour la gratuité des transports pour tous sans condition (de statut, de revenus, de recherche d'emploi ou de transport sur le lieu de travail), c'est lutter pour la liberté de circuler, de se déplacer, quel'en soit la raison ou la motivation. L'action directe reste le seul moyen dont nous devons user.

Sophie. - groupe libertaire de Chambéry-FA

A G E N D A vendredi 12 mai

MONS (BELGIQUE): Le groupe Soleil noir et l'Union régionale de la Fédération anarchiste francophone vous invitent à une conférence débat sur la **débaptisation** à 20 heures présenté par Léandre (Au pot d'Étain place de Mesvin, à Mesvin)

samedi 13 mai

CHAMBÉRY: Concert de soutien au groupe libertaire de Chambéry à 20 h 30 aux locaux Larsen, avenue des Chevaliers tireurs. Au programme : Traumatism, Razad et W5. PAF : 30 F.

GRENOBLE: Projection vidéo: « Les croisés de l'ordre moral », documentaire sur les anti-IVG organisé par le Clash et le groupe Jules Vallès de la F.A. à **17 heures au 102, rue d'Alembert**. La projection sera suivie d'un apéro et d'un buffet. Entrée 30F.

RENNES: Le groupe La Commune de la Fédération anarchiste appelle au rassemblement de **soutien à Mumia Abu Jamal** qui se tiendra à 14 h 30, place Hoche.

TOULON: Vidéo-conférence sur Mumia Abu Jamal et la peine de mort aux Etats-Unis animé par le Comité Mumia de Marseille, à l'initiative du groupe libertad et de Chiche à **18 heures au Café-lecture**, 18 rue d'Antrechaus.

lundi 15 mai

NANTES: Rassemblement à l'initiative du CIRC, du collectif Abrogation de la loi de 70, F.A. de Nantes, à 14h devant le tribunal de grande instance de Nantes place Aristide Briand pour soutenir la liberté d'expression et le groupe Matmatah en procès.

mardi 16 mai

MARSEILLE: Conférence sur la pédagogie Freinet suivie d'un bar Tapas à 19 h 30 à Marseille au squat autogéré « l'huilerie occupée » 15 rue bd Monrichier (1er). Le bâtiment faisant l'angle, la conférence se déroule dans la salle des fêtes au 95, rue du commandant Mages.

vendredi 19 mai

FLORANGE (57): L'association « Polar sur la ville » organise une rencontre avec J-M Abgrall, JP Stucki et C Munsch à propos de « **Les Sectes, poison social** » au Centre culturel La Passerelle à 20 h 30.

samedi 20 mai

BRUXELLES: Xavier Bekaert présente la brochure « Anarchisme, violence, nonviolence » au Centre Libertaire (65, rue du Midi). Infos : Alternative Libertaire 02/647.98.01

CHELLES (77): Réunion-débat organisée par le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. avec Jacques Lesage de la Haye (de l'émission Rasles-murs sur Radio libertaire) sur « Les prisons : réforme ou suppression ? », à **20 h 30 au 1bis, rue Emille**.

LYON: Repas africain en soutien au Collectif Solidaire des sans-papiers à La Plume noire à 19 h 30 (19, rue P.Blanc, 1^{er}, entrée par l'allée), PAF : 25 F, réservation à la librairie, La Gryffe, 5, rue S.Gryphe, 7^e, tél : 04 78 61 02 25.